

Évêques : syndrome de Stockholm ?



Article rédigé par Yannick Chauvin, le 18 octobre 2016

[Source : Boulevard Voltaire]

Les conséquences politiques et humaines d'une immigration musulmane de masse s'avèrent désastreuses pour l'homogénéité de la Nation.

Ainsi, les évêques de France se lancent dans le grand bain. L'opuscule qu'ils publient s'appelle « *Dans un monde qui change, retrouver le sens du politique* ». On dirait un slogan publicitaire de banque : CIC (« Parce que le monde bouge ») ou BNP (« La banque d'un monde qui change »). Disons-le d'emblée : citoyens non assujettis au devoir de réserve, ils ont parfaitement le droit de s'exprimer. Ils l'ont déjà fait en 1991 – « La politique : l'affaire de tous » – et en 1999 – « Réhabiliter la politique ». Dans ces deux cas, aucune présidentielle n'était en vue. C'est dire que la publication d'aujourd'hui est novatrice.

Cet ouvrage dénonce la façon dont est conduite la France depuis des années, la manière dont les relations se crispent, les exaspérations de toutes parts, l'abandon (par les gouvernants) du souci du bien commun au profit (quasi exclusif) de l'intérêt de leur petite chapelle.

Toutes ces bombes qui font exploser l'idée même de nation conduisent le pays à l'affrontement permanent, au gouffre. Cet ouvrage est, d'abord, le constat de la faillite gouvernementale au sens large.

Si le constat est lucide, la question suivante devrait être « Pourquoi ? » Au chapitre des causes, et au-delà de l'impéritie de la classe politique, on lit : « *La revendication communautaire met à mal l'idée d'une nation homogène.* » L'islam pointe, là, le bout de son Coran. Mais, par pudeur (?), par prudence (?), on tourne autour du pot, avec des raisonnements à l'eau bénite ; la solution : « *faire des compromis* ». Et les évêques de détailler ce mot magique : « *Le vrai compromis... c'est, à partir de positions différentes, entrer dans un vrai dialogue où on ne cherche pas à prendre le dessus mais à construire ensemble quelque chose d'autre, où personne ne se renie, mais qui conduit forcément à quelque chose de différent des positions du départ.* »

On comprend que les deux parties – habitants de toujours et habitants de fraîche date – sont « à armes égales », avec un égal droit à construire quelque chose de nouveau à base de mélange des us et coutumes de chacun (« personne ne se renie »). Voilà le grand bain : on met tout dans le chaudron, on touille avec une longue cuillère et on pense en voir surgir un « vivrensemble » que l'on espère digeste. Bref, disent les Messeigneurs, « *il faut repenser le contrat social* », et cela passe par l'acceptation « *de la différence culturelle* » et le refus du « *repli sur soi* ».

Si l'impératif évangélique de l'accueil s'impose aux évêques comme à tout chrétien, les conséquences politiques et humaines d'une immigration musulmane de masse s'avèrent désastreuses pour l'homogénéité de la nation. Le « compromis » unilatéral a un nom : soumission. La reconnaissance appuyée des religions autres que chrétiennes par les prélats, pape en tête – les évêques prônent « un véritable respect pour ceux qui ne pensent pas comme eux » –, est troublante : elle écorne, chez de nombreux chrétiens, leur fierté de croyant et met à mal leur « credo ». Est-elle un pas vers ce compromis tant désiré qui pourrait bien, hélas, traduire une sorte de syndrome de Stockholm religieux ?